

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

Nîmes, le 16/10/2024

## Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NIMES METROPOLE (STEP - methanisation)**

501 Impasse des Jasons  
30900 Nîmes

#### Références :

Code AIOT : 0003702935

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement NIMES METROPOLE (STEP - methanisation) implanté 501 Impasse des Jasons 30900 Nîmes.

Inspection de récolement suite à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 30-2023-08-04-00001 du 4 août 2023

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NIMES METROPOLE (STEP - methanisation)
- 501 Impasse des Jasons 30900 Nîmes
- Code AIOT : 0003702935    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole est gestionnaire la station d'épuration de la ville de Nîmes. Elle a souhaité accepter sur la méthanisation, des boues externes et des graisses externes, en mélange avec les boues de la STEU de Nîmes Ouest.

L'ensemble des boues digérées sont alors dirigées sur la plate-forme de compostage en limite nord,

Du fait de traiter des boues et graisses externes, le méthaniseur et la plateforme de compostage sont devenues des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), visées par les rubriques suivantes :

- Méthaniseur : Rubrique 2781-2 classée en autorisation. L'installation est également classée IED (Industrial Emissions Directive) sous la rubrique 3532
- Plateforme de compostage : Rubrique 2780-2 classée en enregistrement
- Gazomètre : Rubrique 4310 classée en déclaration

#### **Attributs de l'inspection :**

Risques chroniques (*Déchets*)

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement AP autorisation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Epuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis	Demande d'action corrective	30 Jours
8	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants	Demande d'action corrective	30 Jours
11	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36	Demande d'action corrective	30 Jours
13	Prévention des risques incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2023, article 15.1	Demande d'action corrective	30 Jours
16	Rétention et isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43	Demande d'action corrective	30 Jours
19	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29	Demande d'action corrective	30 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	Décret du 06/06/2018, article Annexe	
2	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25	
4	Canalisations, dispositifs d'ancrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 33	
5	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34	

6	Composition du biogaz et prévention de son rejet	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41	
7	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	
9	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	
10	Astreinte	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis	
12	Prévention des risques d'explosion	Arrêté Préfectoral du 04/08/2023, article 15.2	
14	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26	
15	Rétentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42, sauf :- point I, alinéa 5, dernière phrase	
17	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43 bis	
18	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Lors de cette inspection, un certain nombre de points ont été constatés comme non-conformes et font l'objet d'une lettre de suite préfectorale. Ces non-conformités doivent être rapidement corrigées.

Ces non-conformités concernent :


- l'absence d'évaluation annuelle du rendement de l'unité de purification;
- l'absence de certaines consignes d'exploitation et l'absence d'affichage dans les lieux de présence du personnel;
- l'absence de plan de zonage ATEX affiché à l'entrée du site;
- l'absence de contrôle annuel des poteaux incendie;
- l'absence de la consigne d'obturation du confinement en des eaux d'extinction en cas d'incendie;
- l'absence de registre des plaintes concernant les odeurs et l'analyse de leurs causes;

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Situation administrative de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/06/2018, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Classement et régime ICPE applicables
<b>Prescription contrôlée :</b> Nomenclature des installations classées Rubriques : 2781 4310 3410 3532
<b>Constats :</b> Pour ce qui est des rubriques 2781/3532, l'exploitant indique que 300 tonnes/jour sont actuellement traitées et que la réception des boues externes (2 bennes par jour) a commencé. Il précise que l'installation est bridée à 315 tonnes /jour au niveau du dimensionnement de la pompe. Le gestionnaire de la plateforme de compostage (2780) indique que pour 2023, 11 227 tonnes de boues et 5 731 tonnes de déchets verts ont été traitées soit 31 tonnes/jour. Sur 2024, à fin août, 10260 tonnes de boues et 5877 tonnes de déchets verts ont été traitées soit 42 tonnes/jour. Pour les rubriques 4310 et 4734-1 l'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu de changement par rapport au dossier. Ainsi la situation administrative de l'installation est conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Phase de démarrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des fuites de gaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.</p> <p>Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise service de l'installation a été réalisée le 7 avril 2022. Ainsi, l'installation était en fonctionnement avant le passage sous le régime ICPE et réglementé par un arrêté préfectoral. L'arrêté complémentaire faisant basculer dans le régime réglementaire des ICPE a été signé le 4 août 2023.</p> <p>L'exploitant présente le PV n°16620416-21000024 HO d'épreuve d'étanchéité réalisée par EEB le 26/01/2022 (digesteur, ligne biogaz)</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas transmis à monsieur le préfet le dossier de recollement préalablement à la mise en service de l'installation. L'exploitant déclare que ce dossier est en phase de finalisation.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le dossier de recollement le 11 octobre 2024.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Epuration du biogaz


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des fuites de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : -2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3/ h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit. -1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3/ h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.
<b>Constats :</b> Le traitement du biogaz est réalisé par 4 filtres de charbon actif pour une production moyenne à 210 Nm3/h. Le rendement de l'unité de purification de biogaz est au moins de 99 %, ce qui limite le pourcentage de perte en méthane sur l'unité de traitement du biogaz à 1 %. A compter du 01/01/2025, cette valeur est ramenée à 0,5% par épuration membranaire. Cependant, l'exploitant n'a pas réalisé d'évaluation annuelle du respect de ces valeurs. Ce point constitue une non-conformité à l'article 27bis de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 et fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 Jours

#### N° 4 : Canalisations, dispositifs d'ancrage


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des fuites de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> Les canalisations de biogaz et de biométhane sont principalement enterrées. La protection anticorrosion est réalisée de la façon suivante : Pour la partie enterrée : PEHD électrosoudé Pour la partie aérienne : INOX 316L L'exploitant déclare avoir fait une sélection de matériaux adaptés à l'activité et aux produits. Il y a une protection par armature métallique adaptée dans la zone où les canalisations de fioul ou de gaz naturel sortent de terre et deviennent aériennes avant pénétration dans le bâtiment.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>



## N° 5 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention des fuites de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).</p> <p>Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane ne sont pas soudés, il y a des brides dans le skid biothane. Cependant une détection de fuite est mise en place.</p> <p>Elle est contrôlée annuellement. L'exploitant présente le rapport d'intervention réalisé par Gazdetect le 17/01/2024 n° STNO0020_STEP_MX32_17012024</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 6 : Composition du biogaz et prévention de son rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Prévention des émissions de gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la teneur maximale en H <sub>2</sub> S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé, en cohérence avec le choix de valorisation justifié par l'étude d'impact visée à l'article 6.
<b>Constats :</b> Il est constaté les valeurs instantanées sur le superviseur : CH <sub>4</sub> = 96 % H <sub>2</sub> S= 0 ppm (filtre changés le 26/10/2023, 15 ppm avant) Le contrôle de l'analyseur de gaz n° de série 3366 est réalisé annuellement. Le rapport de contrôle réalisé par Fluide précision le 3/10/2023 est présenté. Le certificat d'étalonnage analyseur awite pour mesurer la teneurs en H <sub>2</sub> S du biogaz est présenté. Cette valeur est dimensionnante pour l'unité de purification (200 ppm)
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Destruction du biogaz

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)

**Thème(s) :** Risques accidentels - Prévention des émissions de gaz

### **Prescription contrôlée :**

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.

Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. [...]

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

### **Constats :**

En consommateur ultime, la torchère brûle l'excédent de biogaz si les 2 situations suivantes sont concomitantes :

- l'unité de purification est indisponible,
- le gazomètre est plein.

La torchère est dimensionnée pour pouvoir brûler deux fois le débit de biogaz de pointe(Cas Pointe 20j). Ce dimensionnement est basé sur les REX du groupe Veolia pour que la torchère puisse s'adapter à des pics de production au cours de la journée. Le débit maxi de la torchère est de 428 Nm3/h.

Sa hauteur hors-tout est d'environ 6,8 m.

La torchère en permanence sur site

Capacité de stockage totale sur site : 1752 m3, soit 2,2 tonnes, soit 8,3 à 10,6 heures de stockage.

La torchère est asservie sur le niveau de remplissage du gazomètre (1,49 t), lorsqu'il est plein déclenchement de la torchère ou en cas de surpression (27 mbar)

Le suivi est réalisé sur le superviseur et une déclaration annuelle est réalisé sur GEREPE

Le contrôle de la torchère est présenté : FBE MOSCATELLI FBE-RIA-BERB-0021 du 16/10/2023

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 8 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Gestion d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li><li>-l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>-l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>-l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;</li><li>-les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;</li><li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;</li><li>-les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>-la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li><li>-les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li><li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes font l'objet d'une communication au personnel des entreprises extérieures via un plan de prévention. Le plan de prévention pour entreprises extérieures de GAZ DETECT du 17/01/2024 est présenté. Ce plan est accompagné du permis de travail en zone ATEX du 17/01/2024 en annexe.</p> <p>Cependant, le plan de prévention GAZ DETEC du 17/01/2024 n'est pas clôturé et pas renseigné pour ce qui est du nom du demandeur.</p> <p>L'exploitant déclare que toutes les consignes sont présentes sur le DRIVE qui est accessible depuis le PC ou le téléphone portable des techniciens.</p> <p>Il est constaté également que:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les fiches réflexes en zone ATEX sont dans la salle de supervision</li><li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées est répertorié dans un tableau de suivi de périodicité avec des alertes</li><li>• les instructions de maintenance et de nettoyage sont dans la notice d'exploitation qui est dans le DOE</li></ul> <p>Cependant, il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ne sont pas</li></ul>

rédigées;

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ne font pas l'objet d'une consigne;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident n'est pas mentionnée.

Les consignes suivantes ne sont pas affichées sur les locaux dans les lieux fréquentés par le personnel :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ;

Ces constats constituent une non-conformité à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 et font l'objet d'une lettre de suites.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le plan de prévention GAZ DETEC du 17/01/2024 n'est pas clôturée et pas renseigné pour ce qui est du nom du demandeur. Il est nécessaire de renseigner totalement ces documents.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 Jours

## N° 9 : Programme de maintenance préventive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Gestion d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH<sub>4</sub>, O<sub>2</sub>) à une fréquence semestrielle.</p> <p>Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La notice d'exploitation est dans le DOE et elle explicite la maintenance de l'installation.</p> <p>Un tableau de suivi est présenté lors de l'inspection, il y a notamment la procédure de maintenance des soupapes</p> <p>Le contrôle de la détection de gaz réalisée par VERITAS n° 21494112-1 du 9/9/2024 au 10/09/2024 est présenté, il est réalisé une fois par an.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 10 : Astreinte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Gestion d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le planning d'astreinte de la semaine précédente est présenté.</p> <p>L'organigramme du site est présenté. Le nom des personnes en charge de l'exploitation est indiqué.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 11 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Risques d'incendie et d'explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.</p> <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p> <p>Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé un zonage ATEX en identifiant les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique qui est reporté dans le zonage présent dans le DOE.</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à un groupe électrogène contrôlé annuellement.</p> <p>Il est constaté que les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue.</p> <p>Il est constaté que le risque d'explosion ou toxique n'est pas reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 36 de l'arrêté du 10 novembre 2009 et fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.</p>

<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 Jours

## N° 12 : Prévention des risques d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2023, article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Zones ATEX identifiées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les principales zones où une atmosphère explosive peut se former sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'exutoire du ventilateur ATEX de la bâche à boues digérées</li><li>• l'exutoire des soupapes digesteur</li><li>• la bride de jonction de la tuyauterie d'évacuation du biogaz sortie digesteur</li><li>• le regard du pot de purge</li><li>• l'exutoire du ventilateur ATEX du gazomètre</li><li>• les raccordements des ventilateurs intermembrane du gazomètre</li><li>• le joint de raccordement de la mesure de niveau du gazomètre</li><li>• l'exutoire de la soupape hydraulique du gazomètre</li><li>• les raccordements des filtres à charbon</li><li>• le raccordement des compresseurs biométhane</li><li>• le conteneur membranes de l'installation</li><li>• le poste d'injection GrDF selon plan de zonage GrDF</li></ul> <p>Un plan actualisé des zones ATEX est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour ces zones à risques, menaçant de contaminer les autres zones via le réseau de la désodorisation, le système de prévention mis en place est le suivant : détection de la présence de CH<sub>4</sub> et d'H<sub>2</sub>S, Ventilateur ATEX.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les principales zones où une atmosphère explosive peut se former sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'exutoire du ventilateur ATEX de la bâche à boues digérées</li><li>• l'exutoire des soupapes digesteur</li><li>• la bride de jonction de la tuyauterie d'évacuation du biogaz sortie digesteur</li><li>• le regard du pot de purge</li><li>• l'exutoire du ventilateur ATEX du gazomètre</li><li>• les raccordements des ventilateurs intermembrane du gazomètre</li><li>• le joint de raccordement de la mesure de niveau du gazomètre</li><li>• l'exutoire de la soupape hydraulique du gazomètre</li><li>• les raccordements des filtres à charbon</li><li>• le raccordement des compresseurs biométhane</li><li>• le conteneur membranes de l'installation</li><li>• le poste d'injection GrDF selon plan de zonage GrDF</li><li>• la torchère</li></ul> <p>Ces zones sont référencées dans le plan présent de le DOE.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 13 : Prévention des risques incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2023, article 15.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - moyen d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre. Elle est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés.</p> <p>L'installation dispose d'un accès en limite Sud-Est et un par le Nord hors des zones d'effets. Un deuxième accès à l'ensemble des installations par le nord-est du site de la plate-forme de compostage (PFC), pour un nouveau chemin carrossable de secours de type DFCI de catégorie 2 derrière une barrière DFCI avec cheminement par l'est du site, en dehors des zones de danger d'explosion.</p> <p>Le parking réservé au personnel est dissocié des zones d'accès des services de secours.</p> <p>Un poteau situé près de l'actuel décanteur, branché sur un DN 100 sur l'eau potable (AEP).</p> <p>Un poteau implanté en amont de l'entrée du site sur l'impasse des Jasons, au départ de la voie desservant la plateforme de compostage, et alimenté par le réseau d'eau potable sur un DN 200 ;</p> <p>Un poteau positionné au tournant de la route conduisant à la plateforme de compostage, alimenté par le réseau d'eau brute BRL via la création d'un nouveau réseau d'environ 270 ml de DN 200 à partir du point de livraison BRL actuel sur la PFC</p> <p>Au moins un de ces poteaux doit être implanté de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation</p> <p>Des extincteurs sont répartis sur le site selon un plan d'implantation établi par l'exploitant.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.</p> <p>Il existe une détection incendie dans le bâtiment technique, locaux électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté le jour de l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'installation dispose d'un accès en limite Sud-Est et un par le Nord hors des zones d'effets</li><li>• les accès sont fonctionnels. Une piste DFCI a été créée au nord du site.</li><li>• Le parking réservé au personnel est dissocié des zones d'accès des services de secours.</li></ul> <p>Il y a 3 poteaux incendie sur le site :</p> <p>poteau 1 : Un poteau positionné au tournant de la route conduisant à la plateforme de compostage, alimenté par le réseau d'eau brute BRL de DN 200 à partir du point de livraison BRL actuel sur la PFC;</p> <p>Poteau 2 : Un poteau implanté en amont de l'entrée du site sur l'impasse des Jasons, au départ de la voie desservant la plateforme de compostage, et alimenté par le réseau d'eau potable sur un DN 200 ;</p> <p>Poteau 3 : Un poteau situé près de l'actuel décanteur, branché sur un DN 100 sur l'eau potable (AEP).</p>

L'exploitant présente les contrôle de débit de poteaux incendie contrôlé le 31/03/2022

173 m3/h sur le poteau 1

58 m3/h sur le poteau 3

90 m3/H sur le poteau 2

Un contrôle annuel doit être réalisé ce qui n'est pas le cas.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2023 et fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

L'exploitant déclare qu'un autre poteau existant à l'entrée de la PFC a été contrôlé à 138m3/h

L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés. Les rapports de contrôle suivants sont présentés :

- extincteurs : par DESAUTEL le 07/09/2023 n° de PV 03538609-001
- BAES : par DESAUTEL le 25/10/2023 n°de PV 03538508-001


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 Jours

#### N° 14 : Phase de démarrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.
<b>Constats :</b> Il est présenté la procédure de démarrage dans le manuel d'exploitation et de maintenance de l'unité Memgas de Biothane (skid et accessoires), qui renvoie vers la procédure d'inertage à l'azote et il y a également une procédure d'inertage du digesteur référencée OTC SUD-MER-NIMES-EU-PRU-inertage _CJU du 20/03/2020
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42, sauf:- point I, alinéa 5, dernière phrase</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Risques de pollution des milieux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (...) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</li> </ul> <p>Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total).</p> <p>Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les 5 ans.</p> <p>II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage.</p> <p>Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10<sup>-7</sup> mètres / seconde.</li> <li>-une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres / heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre.</li> </ul> <p>Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé.</p> <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p> <p>IV.-Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses (...) est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1.7.2021, l'exploitant recense dans un délai de 2 ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre au point III du présent article. Il planifie ensuite les travaux en 4 tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard</p>



respectivement 4, 6, 8 et 10 ans après le 1.7.2021.

**Constats :**

Il y a peu de produits liquides stockés sur site (lubrifiants), il est constaté qu'il sont stockés sur rétention étanche.

Les matières entrantes sont stockées et homogénéisées dans la bêche amont. Ce bassin est équipé d'une membrane d'étanchéité intérieure avec un système de détection de fuites entre la membrane et le génie civil.

L'étanchéité du génie civil est assurée par un revêtement d'étanchéité de type résine époxy armée de fibre de verre, ce qui permet également d'assurer une protection vis-à-vis de l'ambiance chimiquement agressive.

Un système de détection de fuite est prévu entre la membrane et le génie civil pour permettre une action curative en cas de défaut. La rétention ainsi créée permet d'assurer le stockage de 100 % du volume du bassin et est indépendante des autres rétentions

Le Mycet a été reconverti en bêche de rétention pour la digestion. Le volume de digestat maximum contenu dans le digesteur est de 5 500 m<sup>3</sup>. Sa rétention est en équilibre avec le Mycet (~ 8 000 m<sup>3</sup>). Pour ce faire, une liaison hydraulique est mise en œuvre entre le digesteur et l'ouvrage anciennement « Mycet », ainsi qu'entre la bêche à boues digérées et l'ex.Mycet.

La bêche à boues digérées (580 m<sup>3</sup>) est un ouvrage béton avec couverture béton, pieux béton, radier général sur casques béton. L'intérieur de l'ouvrage est revêtu d'une résine de protection. Une géomembrane est installée sous le radier de la bêche. Elle remonte jusqu'au niveau du TN (23,5 mNGF). La géo-membrane permet la collecte du digestat en cas de fuite qui est alors dirigée sur le Mycet reconverti à cet effet via une conduite de drainage. La capacité de rétention au niveau de la géo-membrane est de 170 m<sup>3</sup>, le volume restant dirigé sur le Mycet est de 410 m<sup>3</sup>.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite


**Proposition de suites :**

## N° 16 : Rétention et isolement des eaux accidentelles


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Risques de pollution des milieux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 44 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas d'incendie sur la méthanisation (bâtiment technique, méthaniseur, bache à boues, gazomètre, bâtiment de réception des boues extérieures), les eaux d'extinction sont dirigées sur le poste toutes eaux alors déconnecté de l'évacuation vers le bassin de compensation. Les eaux seront analysées puis, si leur qualité le permet, envoyées en tête de station, sinon en centre de traitement dédié.</p> <p>Le volume à retenir est calculé selon le guide D9A Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction - Edition du 08-2004 INESCFFSA- CNPP, à savoir :</p> <p>Sur la base de la présence de 2 poteaux incendie avec un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h :</p> $2 \times 60 \text{ m}^3/\text{h} \times 2 \text{ heures} + 10 \text{ l/m}^2 \text{ de surface drainée (gestion des eaux d'intempéries)} = 270 \text{ m}^3$ <p>Les eaux d'extinction seront dirigées, après fermeture de la vanne de la canalisation collectant les eaux pluviales vers le bassin de compensation, vers le Mycet, conservé pour sa fonction de rétention des boues, d'un volume utile à la rétention des eaux d'extinction (hauteur d'eau : 1 m selon un écoulement gravitaire) de 1133 m<sup>3</sup>.</p> <p>Il est prévu que le jeu de vannes automatique soit commandé à distance l'obturation du réseau vers le pluvial ou vers la rétention des effluents récupérés dans les rétentions du digesteur et de la bache à boues digérées.</p> <p>Cependant, il est constaté qu'il n'y a pas de consigne qui définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne n'est pas affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 et fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.</p>

<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 Jours

## N° 17 : Gestion des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Risques de pollution des milieux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales sont collectées et gérées conformément aux dispositions du 1° et 2° de l'article 43 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Notamment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet prévues à l'article 44.</p> <p>Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux pluviales de voiries du site sont collectées et traitées sur séparateur d'hydrocarbures. Puis envoyées sur le bassin de rétention ou les noues.</p> <p>Les eaux de toiture des décanteurs et du parking de véhicules légers sont collectées et dirigées sur une noue paysagère aménagée entre les décanteurs et les biofiltres.</p> <p>Les eaux de toiture des autres ouvrages et bâtiments sont dirigées sur un bassin de rétention.</p> <p>Les eaux souillées comme les eaux d'extinction sont dirigées sur l'ex. Mycet.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 18 : Ventilation des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Risques d'incendie et d'explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.</p> <p>La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté lors de l'inspection que :</p> <p>Ouvrages prioritaires disposant de la ventilation :-</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les deux vasques de sortie du digesteur,</li><li>• la bâche à boues digérées.</li><li>• le local d'épuration du biogaz (membrane)</li></ul> <p>Autres ouvrages et locaux également ventilés puis désodorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les décanteurs primaires,</li><li>• la bâche à boues épaissies,</li><li>• le nouveau poste toutes eaux,</li><li>• le local « pompes et échangeurs eau - boues »,</li><li>• le local pompage décanteurs</li><li>• les bâches à graisse</li><li>• le bâtiment de réception des boues extérieures</li></ul> <p>Locaux avec ventilation sans désodorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les locaux électriques, le local cellules HTA</li><li>• le local « transformateur »,</li><li>• le local « PACs »,</li><li>• le local « ventilateurs ».</li></ul> <p>Les taux de renouvellement d'air ont été calculés pour respecter ces principes pour chaque local concerné.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant (...) réalise un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant.</p> <p>Le dossier comprend une étude de dispersion atmosphérique qui prend en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser (...).</p> <p>Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude, doit être compatible avec l'objectif suivant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation (...) dans un rayon de 3 000 m des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5uoE/ m<sup>3</sup> plus de 175 h/an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de méthanisation et de traitement des composés odorants (...).</p> <p>L'arrêté préfectoral peut fixer la fréquence à laquelle sont réalisés les contrôles effectifs des débits d'odeurs. (...)</p> <p>L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les 3 ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent (..) la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 39.</p> <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'IIC un registre des plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations (...) : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.</p> <p>L'exploitant tient à jour et joint au dossier un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.(...)</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes ...) difficiles à confiner en raison de leur grande surface sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants.</p> <p>L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible(...). A cet effet, si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à 24h, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés.</p> <p>Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche (...).</p> <p>La zone de chargement est équipée de moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site.</p> <p>Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents, volatils ou odorants sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Nîmes Métropole en partenariat avec le SITOM Sud Gard s'est engagée avec le concours de l'EMA (Ecole des Mines d'Alès), dans une étude des nuisances odorantes et de la gêne olfactive dans la plaine sud de Nîmes.</p>

L'EMA a fait appel à la société OLENTICA pour mener à bien l'étude de dispersion des émissions odorantes des sites de la plaine du Vistre. Cette prestation constitue une étude critique des origines possibles des épisodes d'odeur ayant été signalés au cours de l'année de suivi du comité de riverains (2022-2023). Elle a été précédée par une étude diagnostic olfactométrique des sites de la plaine du Vistre.

Le volet B du DDAE inclut une étude de dispersion atmosphérique par modélisation.

Cette étude a permis de déterminer les flux d'odeurs en sortie biofiltre à ne pas dépasser pour respecter dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation la limite de 5uoE /m3 plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

Mesures prises pour la qualité de l'air :

- Mise en place d'un réseau de capteurs H2S
- Couverture et désodorisation de l'air vicié de la fermentation avec biofiltre sur la PFC
- 1 filtre de désodorisation biologique et 2 tours désodorisation sur charbon actif au niveau de la STEU
- Mise en dépression des zones génératrices d'odeurs

L'exploitant dispose d'un réseau de capteurs H2S et d'une centrale météo. Les données sont rentrées en direct dans une modélisation et ce qui permet en temps réel de connaître la dispersion d'odeur.

OLENTICA a posé en septembre 2024 des capteurs d'odeurs pour réaliser la campagne de mesure odeur et ainsi pour vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Il est constaté que l'exploitant ne tient pas à jour et à la disposition de l'IIC un registre des plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations (...) : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant n'identifie pas les causes des nuisances et ne décrit pas les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 29 de l'arrêté du 10 novembre 2009 et fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est constaté qu'il n'y a pas de désignation d'un référent odeurs. Cela doit être fait.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 Jours